


Informations de base	
<b>2024/0098(COD)</b> COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	En attente de la position du Parlement en 1ère lecture
Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM): pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM  Modification Règlement 2023/2124 <a href="#">2021/0248(COD)</a>  <b>Subject</b>  3.15.01 Conservation des ressources halieutiques et de pêche 3.15.04 Gestion des pêches, pêcheries, lieux de pêche	


Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">PECH</span> Pêche		ZOVKO Željana (EPP)	19/09/2024
	<b>Commission au fond précédente</b>		<b>Rapporteur(e) précédent(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">PECH</span> Pêche			
Conseil de l'Union européenne				
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>		<b>Commissaire</b>	
	Affaires maritimes et pêche		SINKEVIČIUS Virginijus	
Comité économique et social européen				

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
30/04/2024	Publication de la proposition législative	COM(2024)0183 	Résumé
16/09/2024	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
16/07/2025	Vote en commission, 1ère lecture		
16/07/2025	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
23/07/2025	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	<a href="#">A10-0150/2025</a>	

08/09/2025	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
10/09/2025	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71)		

<b>Prévisions</b>	
14/09/2026	Date indicative de la séance plénière, 1ère lecture

<b>Informations techniques</b>	
Référence de la procédure	2024/0098(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement 2023/2124 <a href="#">2021/0248(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 043-p2
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a>
État de la procédure	En attente de la position du Parlement en 1ère lecture
Dossier de la commission	PECH/10/00379

<b>Portail de documentation</b>				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE765.292</a>	25/02/2025	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE771.930</a>	16/04/2025	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A10-0150/2025</a>	23/07/2025	
<b>Conseil de l'Union</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Lettre de la Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel	<a href="#">GEDA/A/(2026)002898</a>	29/04/2026		
<b>Commission Européenne</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	<a href="#">COM(2024)0183</a> 	30/04/2024	<a href="#">Résumé</a>	
<b>Autres Institutions et organes</b>				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé

EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES2260/2024	10/07/2024	
------	--	--------------	------------	--

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

## Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM): pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM

2024/0098(COD) - 30/04/2024 - Document de base législatif

**OBJECTIF** : modifier le règlement (UE) n° 2023/2124 du Parlement européen et du Conseil relatif à certaines dispositions relatives à la pêche dans la zone de l'accord CGPM (Commission générale des pêches pour la Méditerranée).

**ACTE PROPOSÉ** : Décision du Conseil.

**RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN** : le Parlement européen décide selon la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

**CONTEXTE** : l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (l'Accord CGPM) fournit un cadre approprié pour la coopération multilatérale visant à promouvoir le développement, la conservation, la gestion rationnelle et la meilleure utilisation des ressources marines vivantes en Méditerranée et en mer Noire à des niveaux considérés comme durables et présentant un faible risque d'épuisement. Ses principaux objectifs sont de promouvoir : (i) le développement, la conservation, la gestion rationnelle et la meilleure utilisation des ressources marines vivantes de la Méditerranée et de la mer Noire; et (ii) le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire. L'UE et dix de ses États membres (Bulgarie, Croatie, Chypre, France, Grèce, Italie, Malte, Slovaquie, Espagne et Roumanie) sont parties contractantes à l'accord de la CGPM.

La CGPM a le pouvoir d'adopter des décisions obligatoires (« recommandations ») pour la conservation et la gestion des pêcheries dans son domaine de compétence. Ces recommandations sont contraignantes pour l'Union et devraient donc être mises en œuvre dans le droit de l'Union, à moins que leur contenu n'y soit déjà couvert. L'Union doit veiller à ce que les activités de pêche de l'Union en dehors de ses eaux soient fondées sur les mêmes principes et normes que ceux applicables en vertu du droit de l'Union, tout en promouvant une concurrence loyale entre les opérateurs de l'Union et les opérateurs des pays tiers.

La première mise en œuvre des mesures de la CGPM a été réalisée par le biais du règlement (UE) 1343/2011, qui a été modifié par le règlement (UE) 2015/2102 et le règlement (UE) 2019/982. Étant donné que le règlement (UE) 1343/2011 a été modifié de manière substantielle à plusieurs reprises et que d'autres modifications doivent être apportées, il a été refondu dans un souci de clarté, de simplification et de sécurité juridique en 2023, par le biais du règlement (UE) 2023/2124.

Pour ces raisons et étant donné que le caractère permanent des recommandations nécessite également un instrument juridique permanent pour leur mise en œuvre dans le droit de l'Union, il convient de mettre en œuvre ces recommandations au moyen d'un acte législatif, garantissant la clarté et la prévisibilité juridiques pour les opérateurs de l'Union dans les eaux couvertes par la CGPM.

**CONTENU** : l'objectif de cette proposition de la Commission est de **transposer dans le droit de l'Union européenne** les mesures de conservation et de gestion des pêcheries adoptées en 2021 et 2022 par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), à laquelle l'Union est partie contractante depuis 1998.

La proposition actuelle insèrera d'autres modifications dans le règlement (UE) 2023/2124. Ces amendements supplémentaires transposent des mesures supplémentaires de la CGPM.

Plus spécifiquement, la proposition aborde les questions liées à: (i) la conservation et la gestion durables des pêcheries; et (ii) l'incidence des activités de pêche sur certaines espèces marines dans les zones de la Méditerranée et de la mer Noire.

En outre, cette proposition contient des mesures techniques pour: (i) l'exploitation durable de l'anguille européenne et du corail rouge dans la zone de l'Accord de la CGPM; (ii), la diminution des captures accidentelles d'oiseaux marins, de tortues marines et de cétacés dans la zone de l'Accord de la CGPM; et (iii) la conservation des phoques moines, des requins et des raies dans la zone de l'Accord de la CGPM.

De plus, la proposition :

- met en œuvre dans le droit de l'Union certaines mesures pour la pêche des stocks de petits pélagiques dans la mer Adriatique;

- introduit de nouvelles dispositions sur le sprat et l'aiguillat commun en mer Noire; et

- introduit deux nouveaux chapitres sur les transbordements et la pêche récréative dans la zone de la CGPM.

Enfin, cette proposition prévoit des pouvoirs délégués accordés à la Commission en vertu de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), afin de garantir que l'Union continue de remplir ses obligations au titre de l'accord de la CGPM.